

Pétitions

Les pétitionnaires signalent que le gouvernement conservateur actuel n'a pas reçu du peuple canadien de mandat pour conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Attendu que l'accord commercial proposé prive les Canadiens d'un accès assuré au marché américain, ce qui constituait le principal objectif de ces négociations, et qu'il met en péril l'emploi de centaines de milliers de Canadiens, les pétitionnaires prient humblement le Parlement de demander sa dissolution et de permettre au peuple du Canada de se prononcer pour ou contre l'accord proposé de libre-échange à l'occasion d'élections générales.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, je dois, moi aussi, présenter une pétition qu'ont signée des résidents du Canada pour signifier leur opposition à l'accord commercial que le gouvernement a négocié. Ils estiment que cet accord menace l'essence même de la souveraineté politique et économique du Canada en enlevant au gouvernement canadien le pouvoir de contrôler efficacement la propriété étrangère, de mettre en valeur nos ressources énergétiques dans l'intérêt des Canadiens et d'équilibrer les possibilités des diverses régions du Canada.

Les pétitionnaires prient donc humblement le Parlement de demander sa dissolution et de permettre au peuple du Canada de se prononcer pour ou contre l'accord proposé de libre-échange à l'occasion d'élections générales.

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, j'ai aussi une pétition provenant d'un grand nombre de Canadiens qui veulent qu'on fasse connaître à la Chambre, aujourd'hui, au début du débat leurs inquiétudes au sujet de l'accord de libre-échange.

Ils croient que cet accord priverait le Canada de la liberté d'orienter son avenir économique et qu'il affaiblirait notre capacité d'édifier une société distincte de celle des États-Unis.

Ils croient que cet accord ne garantirait pas aux Canadiens l'accès sûr au marché américain, ce qui était l'objectif principal de ces négociations. Ils croient aussi que le Parlement devrait être dissout et que les Canadiens devraient pouvoir accepter ou rejeter l'accord de libre-échange proposé dans des élections générales.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter une pétition à la Chambre. En fait, il s'agit de six pétitions.

Les pétitionnaires déclarent que le gouvernement n'a pas reçu du peuple canadien le mandat de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le premier ministre (M. Mulroney) a promis que la souveraineté canadienne ne serait pas compromise, mais cet accord menace l'essence même de la société canadienne. Il enlève aussi au gouvernement canadien le pouvoir de contrôler efficacement la propriété étrangère, de mettre en valeur les ressources énergétiques canadiennes et d'égaliser les possibilités entre les diverses régions. Il ne donne pas aux Canadiens un accès sûr au marché des États-Unis, comme promis.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement au Parlement de se dissoudre et de permettre aux Canadiens d'accepter ou de rejeter l'accord de libre-échange proposé dans des élections générales.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition d'un certain nombre d'habitants de Toronto qui se préoccupent beaucoup de l'accord de libre-échange qui a été négocié entre le premier ministre (M. Mulroney) et le président des États-Unis.

Les pétitionnaires déclarent que l'essence même de la souveraineté canadienne est menacée par le projet d'accord de libre-échange Mulroney-Reagan et que le gouvernement n'a pas reçu le mandat de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Parce que l'accord réduirait la capacité du Canada de mettre en oeuvre les programmes économiques, sociaux et culturels dont les Canadiens ont besoin et qu'il intégrerait davantage le Canada dans la base industrielle de la défense nord-américaine, ils demandent au Parlement de s'assurer qu'il y ait un débat national sur l'accord de libre-échange Mulroney-Reagan et que ce débat soit suivi d'élections générales nationales avant la signature de l'accord.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter une pétition de la part d'un certain nombre d'habitants du nord-ouest de l'Ontario. Ces derniers croient que l'accord commercial proposé non seulement prive les Canadiens d'un accès assuré au marché américain, ce qui était l'objectif fondamental des négociations, mais risque de nous faire perdre des centaines de milliers d'emplois canadiens.

Vos pétitionnaires prient donc humblement le Parlement de demander sa dissolution et de donner aux Canadiens la possibilité de se prononcer pour ou contre l'accord commercial à l'occasion d'élections générales nationales, et comme il se doit, ils ne cessent de prier.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition de la part de plusieurs centaines d'habitants du nord de l'Alberta. Ils sont tous, en fait, de la circonscription du vice-premier ministre (M. Mazankowski), celle de Vegreville.

J'ai trouvé qu'il conviendrait de signaler à la Chambre que des gens de cette circonscription déclarent ce qui suit: attendu que le gouvernement Mulroney a vendu le Canada, attendu que les industries canadiennes ne sont toujours pas à l'abri des lois commerciales américaines, attendu que les États-Unis ont obtenu tout ce qu'ils voulaient dans les secteurs clés de l'énergie, de l'automobile et des services financiers, et attendu que des milliers d'emplois sont menacés, les soussignés, vos pétitionnaires, prient humblement le Parlement de blâmer le gouvernement d'avoir signé l'accord de libre-échange canado-américain.

La pétition est signée par un certain nombre d'habitants de l'Alberta et plus particulièrement de la circonscription du vice-premier ministre.

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'insigne honneur de présenter une pétition signée par des habitants des localités de Nipigon, Red Rock, Armstrong et Thunder Bay, toutes situées dans ma circonscription de Thunder Bay—Nipigon.